

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/ARG/16
G/SCM/Q1/ARG/16
27 octobre 2004

(04-4562)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS¹ concernant la notification de l'ARGENTINE²

La communication ci-après, datée du 25 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Argentine.

1. L'article premier de la Résolution n° 65 dispose que l'autorité chargée de l'application "communiquera la date d'expiration du délai de présentation de la demande de réexamen final à l'expiration de la période d'application un mois au moins avant le délai de neuf (9) mois précédant l'expiration de la période d'application du droit antidumping ou compensateur". Prière d'expliquer comment l'autorité chargée de l'application notifie aux parties intéressées qu'elles ont la possibilité de demander ce réexamen final. L'autorité chargée de l'application notifie-t-elle aux parties intéressées qu'une demande de réexamen final présentée par une autre partie intéressée est en instance avant l'ouverture du réexamen? Dans l'affirmative, prière de décrire le processus de notification.

Réponse

J'ai l'honneur de me référer aux questions posées par les États-Unis (G/ADP/Q1/ARG/15-G/SCM/Q1/ARG/15) au sujet de la notification des lois et réglementations au titre de l'article 18.5 de l'Accord antidumping et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui est reproduite dans le document G/ADP/N/1/ARG/1/Suppl.7-G/SCM/N/1/ARG/1/Suppl.7.

À cet égard, je tiens à signaler que le paragraphe 3 de l'article premier de la Résolution n° 65 du Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux petites et moyennes entreprises, datée du 25 mars 2004 et publiée au Journal officiel du 29 mars 2004, énonce la procédure devant être suivie par l'autorité chargée de l'application, à savoir:

"Le SOUS-SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE ET À LA GESTION COMMERCIALES rattaché au présent secrétariat porte à la connaissance du public, tous les six mois, par un avis publié

¹ G/ADP/Q1/ARG/15-G/SCM/Q1/ARG/15.

² G/ADP/N/1/ARG/1/Suppl.7-G/SCM/N/1/ARG/1/Suppl.7.

au Journal officiel, la liste des mesures dont l'application arrive à son terme, conformément à l'annexe I qui fait partie intégrante de la présente résolution."

Aux termes de cette disposition, l'autorité chargée de l'application, en l'occurrence le Sous-Secrétariat à la politique et à la gestion commerciales, publie au Journal officiel de la République argentine la liste des mesures dont l'application arrive à son terme, selon les modalités définies à l'annexe I de ladite résolution. Jusqu'à ce que l'autorité chargée de l'application se prononce sur l'ouverture du réexamen demandé par l'une quelconque des parties intéressées, la demande en question n'est pas portée à la connaissance des autres parties.
